Solidaires DOUANES

Lignes Directrices de Gestion

Promotion

Protestation des A++

Carrière / Avenir de la DGDDI | *Communiqué*

Nécessaire union sacrée ?

Pauvres de vous… Ces temps-ci, vous êtes largement abreuvés de messages désespérants ou inquiétants. Certains d'entre eux viennent – assez inhabituellement – d'organisations de cadres, avec des positionnements fermes, voire tranchés. Y aurait-il donc une révolte des administrateurs qui semblent prêts à monter sur les barricades ?!!?

La chose a trait aux LDG promotions. Comme chacun sait, ce n'est pas la Ligue de Défense des Gastéropodes, mais les Lignes Directrices de Gestion.

Pour notre part, nous résumons l'affaire assez simplement, avec l'étroitesse d'esprit qui nous caractérise : pour la « haute » administration, ce sera en matière de ressources humaines, « *je fais comme je veux !* » (« *et accessoirement je vous emm...* »).
Une fois qu'on a dit cela, on a tout dit ou presque… La mise en place des LDG a été précipitée par l'adoption de la Loi de Transformation de la Fonction Publique (LTFP) en août 2019, sans grand débat de fond, et au mépris du dialogue social, alors que l'attention médiatique était focalisée sur le mouvement des gilets jaunes et le « grand débat national ».

Imposées telles un diktat, alors que les représentants des directions générales mettaient plus de zèle à les appliquer au pas de charge plutôt qu'à essayer de tempérer un peu les ardeurs politiques à faire régresser le statut des fonctionnaires, les LDG privent les agents publics de représentation en instances paritaires pour ce qui concerne les principaux événements de leur carrière (titularisations, mobilité, promotions).
Les agents essuieront donc les plâtres au sein de cette mandature sans ajustements possibles puisque le réexamen des LDG comme l'effectivité d'instances de médiation sont renvoyés à l'après 2022. Il faut en prendre acte.

Si les agents vont subir tout cela, les encadrants aussi. Et ils s'en rendent peut être maintenant un peu plus compte.

Si certains choix de sélection/promotion vont être légitimes, d'autres vont être la marque de la tartufferie, de la prime à la veulerie ou encore le chèque-cadeau au bien flagorneur parfaitement dans le sens du vent.
On peut craindre (ou espérer ?) qu'à un moment, ces nouveaux principes (ou plutôt cette absence de principes) sèment finalement un tel désordre que l'État fasse machine arrière s'il ne veut pas écœurer définitivement tout le monde, de la base au sommet de la pyramide.

Étant nous-mêmes un des deux seuls syndicats douaniers représentatifs dans les 3 catégories, on ne va pas faire du cadre un être méchant et repoussant par nature. Un certain nombre de nos adhérents et militants sont des encadrants de proximité, ayant la culture de service public chevillée au corps.
Mais, au sujet du peuple opprimé des administrateurs et autres Directeurs des services douaniers (DSD), on va quand même marquer notre petite différence. En effet, « l'injustice ultime », la « violence sans bornes à leur encontre » et le « martyr que leur inflige la terrifiante IBL » nous laissent un peu… sceptiques… ?
Pour nous clairement, c'est l'agent dans son ensemble qui doit être le cœur du sujet.

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50
http://solidaires-douanes.org/ SolidairesDouanes SolidR_DOUANES solidaires_douanes

Les syndicats privilégiant les encadrants sont parfaitement dans leur rôle en ayant ces expressions.

Fait notable : les deux « frères ennemis » ont signé une expression commune. Cela n'est pas (complètement) anecdotique.
Mais, pour nous, entre un choix catastrophique d'un chef ou d'un autre et un agent qui perd son job, on ne mettra jamais les deux éléments sur un même plan.

On ne va pas se mentir non plus : on doute que « *No pasaran* » devienne le slogan à la mode dans les échelons hiérarchiques. Dans nos rêves les plus enfiévrés, on attend de voir les cadres brandir l'étendard de la révolte ou encore s'enchaîner aux grilles des bâtiments administratifs. On peut aussi craindre que beaucoup d'agents pensent in petto quelque chose qui s'apparente à « *bien fait pour vos g****** !*» ou « *je ne me battrai pas pour eux* », réaction quelque peu compréhensible ...

Élevons le débat : pour la DGDDI, l'heure n'est plus aux « rivalités castiques », à l'image d'une intersyndicale reprenant toutes les bannières.

Pour sa part, l'État et Bercy seraient bien avisés de prendre conscience de ce dont témoignent ces écrits.
En tant que « syndicat de basse extraction », c'est la première fois que nous voyons une telle défiance dans l'encadrement supérieur. Et c'est un signe profond.

À notre sens, il n'y a pas là qu'une histoire de carrières plus ou moins contrariées, mais aussi une inquiétude quant au sort vers lequel semble s'acheminer l'administration douanière. Alors que celle-ci porte des enjeux importants dans le monde de 2020 (et d'après).
Les cadres – du moins ceux et celles qui n'ont pas pour seule boussole un arrivisme indécrottable – semblent y croire de moins en moins et ne s'en cachent plus vraiment.

C'est une forme d'alerte. Cela montre à quel point le péril est grave. Tout simplement. Parce que personne ne s'estime plus à l'abri. Et personne ne l'est plus en réalité. Longtemps, les cadres pensaient être protégés, dans un navire qui peu ou prou continuera de filer sur son erre.

Ce n'est plus vrai aujourd'hui.

Et comme pour une large part d'entre eux, ils n'étaient pas absents lors de la distribution d'un rien d'acuité intellectuelle, on peut faire confiance à leur jugement pour le coup. Et, à propos de coups, tout le monde va en prendre. Bienvenue au club !

On a une place pour ceux et celles qui veulent monter à bord. Pour les autres, qu'ils aillent donc se faire v..., en emportant leur grande carrière et leurs petits desseins.

Ce qui importe, c'est de bâtir une réaction, non pas catégorielle, mais d'ensemble, autour de la place de la DGDDI, de son rôle au service de la société, de ses missions, de ses moyens et de son maillage territorial.

Voilà l'enjeu majeur, auquel tout un chacun peut souscrire, quel que soit son grade.

Paris, le 24 novembre 2020